
Éducation - Loi travail : pour gagner c'est maintenant !

Face au passage en force du 49.3 En grève dès le 17, construisons la grève reconductible interprofessionnelle

C'est maintenant ou jamais !

Depuis deux mois de mobilisation, la lutte contre la loi travail ne faiblit pas. Des centaines de milliers de personnes participent aux nombreuses initiatives unitaires : grèves, manifestations, débuts de blocages, Nuits Debout dans toute la France...

Le rapport de force que nous avons créé a obligé le gouvernement à quelques reculs marginaux par rapport au projet initial, concocté avec le MEDEF, mais ce texte reste totalement inacceptable.

L'opposition majoritaire des salarié-es contre cette loi qui détruit nos droits reste intacte. Pour autant, le gouvernement refuse d'entendre les revendications et multiplie les provocations et les répressions pour passer en force avec l'utilisation annoncée le 10 mai de l'article 49-3 à l'Assemblée nationale !

L'intersyndicale nationale (CGT, Solidaires, FO, FSU, UNL, UNEF) appelle à la grève le 17 et le 19 mai. Un mouvement social fort et continu peut faire reculer le gouvernement et le dissuader de publier des décrets d'application comme pour le CPE.

Les régressions sociales ne se négocient pas !

Cette loi facilite les licenciements, remet en cause les 35 h, la médecine du travail, et casse le code du travail. Fondamentalement, elle permettrait au patronat de s'affranchir des contraintes de la loi au profit d'accords d'entreprises, dans un processus «d'inversion de la hiérarchie des normes».

C'est ce qui fait de ce projet global une régression sans précédent des droits des travailleurs et des travailleuses. Il n'y a pas d'amendements possibles. Pas de négociation de la casse de nos droits !

Dans l'éducation, la même logique.

Dans l'éducation, l'autonomie des établissements et la territorialisation de l'école participent de la même logique. Le manque de remplaçant-e-s est plus que jamais d'actualité, l'éducation spécialisée est attaquée, le ministère s'entête dans sa réforme du collège. Les pressions hiérarchiques et les injonctions dans l'urgence sont monnaie courante...

Ce ne sont pas les quelques primes à visées électoralistes qui tromperont les per-

sonnels sur la réalité de leurs conditions de travail dégradées depuis de nombreuses années.

N'en doutons pas, si cette loi passait, la prochaine étape serait la remise en cause du statut de la fonction publique qui nous promet une flexibilisation et une précarisation de nos métiers sans précédent .

La répression ne fera pas taire le mouvement.

Les violences policières inacceptables n'arrêteront pas le mouvement. La présence de plus en plus massive des forces de l'ordre et leur gestion des manifestations contribuent très largement à générer un climat de tension et de violence.

Cette stratégie qui vise à dissuader de manifester en tentant de décrédibiliser le mouvement social via les médias dominants, ne doit pas nous intimider. Les salarié-es, et les jeunes, restent massivement opposé-es au projet de loi : montrons-le ensemble dans la rue !

Toutes et tous ensemble jusqu'au retrait !

Il faut poursuivre la pression pour faire plier le gouvernement. Toutes les formes de protestations permettront d'amplifier le mouvement : assemblées générales et collectifs interprofessionnels pour s'organiser. Nuits

Debout nombreuses dans tout le pays pour débattre et échanger. Actions de blocage pour paralyser l'économie....

SUD éducation soutient, participe et appelle à multiplier et amplifier toutes ces initiatives.

Pour une grève massive et sa reconduction interprofessionnelle !

Pour l'Union syndicale Solidaires et SUD éducation, il faut mettre toutes nos forces dans la lutte contre cette loi.

Le 17 mai et le 19 mai pour l'intersyndicale nationale , le 18 mai à la SNCF, doivent être le départ d'une grève interprofessionnelle reconductible massive jusqu'au retrait. C'est la position portée par Solidaires dans l'intersyndicale nationale.

Montrons dès le 17 que notre détermination est intacte !

C'est maintenant qu'il faut étendre la grève et la reconduire.

Multiplions les blocages de l'économie comme le 28 avril au Havre et Gennevilliers.

C'est le sens de l'appel « On bloque tout ! » signé par 100 structures syndicales et des centaines de militant-es CGT, FO, FSU, SUD-Solidaires...

Pour SUD éducation, c'est aux forces sociales en lutte d'imposer le retrait de cette loi.

Faire reculer le gouvernement sur cette loi c'est aussi imposer un rapport de force pour gagner sur nos revendications dans l'éducation !

→ On bloque tout ! Toutes et tous en grève dès le 17 mai !

→ Construisons la grève reconductible !